



Luxembourg, le 29 JUIN 2023

Administration communale de Consdorf  
8, Route d'Echternach  
**L-6212 Consdorf**

**N/Réf.: 105425**

**V/Réf.: It-171005-016**

### **La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et ses règlements d'exécution du 1<sup>er</sup> août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes réceptionnées le 10 mars 2023 de la part de l'Administration communale de Consdorf ayant pour objet une destruction au sens de l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dans l'intérêt de la pose d'une canalisation et l'aménagement d'un chemin piéton dans le cadre du PAP « rue Buegkapp » sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Consdorf, section A de Consdorf-Ouest, sous les numéros 887/3845, 887/3846 et 884/3836;

Considérant le bilan écologique soumis portant référence « 2022\_00704-CONSDORF » et dressé par le bureau Best en date du 10 février 2023 ;

#### **Arrête :**

**Article 1.-** Le requérant désigné ci-avant est autorisé à effectuer une destruction au sens de l'article 17 de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018 et la pose d'une canalisation et l'aménagement d'un chemin piéton dans le cadre du PAP « rue Buegkapp » sur les parcelles cadastrales susmentionnées dans le respect des conditions définies par le présent arrêté.

**Article 2.-** Le bilan écologique soumis par le requérant portant référence « 2022\_00704-CONSDORF » du 10 février 2023 fait état d'une destruction au sens de l'article 17 de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018 de 6 258 éco-points à compenser.

#### **Mesures compensatoires**

**Article 3.-** Le requérant est autorisé à réaliser in situ des mesures compensatoires définies avec une valeur de 1 160 éco-points dans le bilan écologique soumis portant référence « 2022\_00704-CONSDORF » du 10 février 2023 sur le territoire de la commune de Consdorf, conformément à l'article 63.3 de la loi modifiée du 18 juillet 2018.

**Article 4.-** La réalisation concrète des mesures compensatoires, à l'exception de celles réalisées dans les pools compensatoires, doit se faire au moins endéans le même délai que celui relatif à la réalisation du projet pour lequel ces mesures sont prescrites.

**Article 5.-** En cas de reprise moindre des plantations, un regarnissage annuel est réalisé par les soins du requérant.

#### Taxe de remboursement

**Article 6.-** En raison des mesures de compensation in situ, un montant total de 1 160 éco-points est à déduire de la somme de 6 258 éco-points de manière à ce que le déficit à compenser s'élevé à 5 098 éco-points.

Le requérant est autorisé à débiter cette valeur du registre prévu à l'article 66 de la prédictée loi modifiée du 18 juillet 2018 moyennant paiement d'une taxe de remboursement à hauteur de EUR 5 098 (cinq mille quatre-vingt-dix-huit euros) sur le compte de l'Etat tel que précisé sur le formulaire intitulé « taxe de remboursement » annexé à la présente.

**Article 7.-** La présente autorisation ne prend effet qu'après le règlement de l'intégralité de la taxe de remboursement définie à l'article 6 .

#### Destruction de biotopes

**Article 8.-** Les travaux sont réalisés sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de Consdorf, section A de Consdorf-Ouest, sous les numéros 887/3845, 887/3846 et 884/3836, selon la demande et aux plans soumis.

**Article 9.-** La surface à défricher est à identifier sur le terrain et à réceptionner par les représentants de l'Administration de la nature et des forêts, et ceci avant le commencement des travaux.

**Article 10.-** Les travaux de défrichement et/ou débroussaillage se font pendant la période entre le 1<sup>er</sup> octobre et fin février. Le préposé de la nature et des forêts (M. Joé Mensen, tél : 621 202 135) est averti avant le commencement des travaux.

**Article 11.-** La végétation destinée à rester sur place est protégée pendant la phase chantier par une clôture fixe afin d'éviter tout endommagement de leur système racinaire et de leur partie aérienne.

**Article 12.-** Toute destruction, réduction ou détérioration de biotopes protégés ou habitats visés par l'article 17 de ladite loi modifiée du 18 juillet 2018 non reprise sur le bilan écologique soumis doit faire l'objet d'une demande d'autorisation à part, y compris une identification précise des biotopes protégés et habitats à faire élaborer par une personne agréée en la matière ainsi qu'une évaluation des éco-points conformément à ladite loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1<sup>er</sup> août 2018.

#### Pose de canalisations

**Article 13.-** Les travaux sont réalisés sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de Consdorf, section A de Consdorf-Ouest, sous les numéros 887/3845, 887/3846 et 884/3836, selon la demande et aux plans soumis.

**Article 14.-** Le tracé piqueté est réceptionné en commun accord avec le requérant et le préposé de la nature et des forêts avant le commencement des travaux.

**Article 15.-** La bande de travail est réduite au strict minimum.

**Article 16.-** Toutes les mesures doivent être prises pour éviter une pollution des eaux, du sol et du sous-sol.

#### Chemin piéton

**Article 17.-** Le chemin sera réalisé sur le territoire de la commune de Consdorf, conformément à la demande soumise.

**Article 18.-** L'arpentage exact du chemin est effectué en présence du préposé de la nature et des forêts qui est averti avant le commencement des travaux.

**Article 19.-** Le choix des matériaux se fera en étroite concertation avec le préposé de la nature et des forêts avant le commencement des travaux.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman**. Veillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

Toute modification par rapport au bilan écologique et aux mesures compensatoires soumis doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Pour la Ministre de l'Environnement,  
du Climat et du Développement durable



Marianne Mousel

Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement CENTRE-EST
- Commune de CONSDORF



# Taxe de remboursement

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu le règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2018 déterminant la valeur monétaire des éco-points;

Vu la décision ministérielle portant référence 105425 de ce jour;

Considérant le bilan écologique portant référence « 2022\_00704-Consdorf » du 10 février 2023;

Vu ce qui précède, vous êtes autorisés à débitez 5 098 éco-points du registre prévu à l'article 66 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ceci moyennant virement de la somme de

**5 098,00 €**

sur le compte bancaire      CCPLLULL IBAN LU53 1111 7126 2159 0000

du bénéficiaire :            TS-CE MDDI Environnement  
    mesures compensatoires  
    L-2918 Luxembourg

avec la communication:      105425/2022\_00704-Consdorf

*Le virement de cette somme doit avoir lieu avant le commencement des travaux de destruction, de réduction ou de détérioration de biotopes protégés, des habitats d'intérêt communautaire et/ou des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable et au plus tard dans les trois mois de la signature de la présente, qui devient caduque en cas de non-respect de ce délai. Les frais bancaires sont à charge du requérant.*

*Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.*

*Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman**. Veillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.*

*Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.*

Pour la Ministre de l'Environnement, du  
Climat et du Développement durable



Marianne Mousel  
Premier Conseiller de Gouvernement